

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

13

DÉCEMBRE
1975

N° 57

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

NOUVELLES MENACES DE CHIRAC CONTRE NOS SALAIRES

C'est la «modération» et la «fermeté» que Chirac a prêché devant les journalistes de la presse économique. Modération : «Nous devrions modérer les revendications dans ce qu'elles ont d'irréaliste et de dangereux». Des propos que nous avons entendus maintes fois ces derniers temps. De la part de Fourcade accusant les travailleurs d'être à l'origine de l'inflation. De la part de Chôtard annonçant que le pouvoir d'achat ne progresserait pas en 76. De la part de Ceyrac, refusant de généraliser la retraite à 60 ans et plus récemment, demandant la réduction des arrêts maladie. Patronat et gouvernement d'une même voix nous demandent de nous serrer la ceinture.

La raison de ces sacrifices, n'est pas nouvelle : favoriser la reprise. Chirac ne se fait pas d'illusions, ses explications ne convaincront personne. Pour plus de persuasion il a recours à la fermeté. «Si nous continuions à être en tête des grands pays pour la croissance des taux de salaire il faudrait envisager d'autres mesures». Quelles mesures si ce n'est ces mesures autoritaires que vous avez évoquées ?

Ces mesures sont annoncées par Poniowski à la même heure au Parlement, dans cet amalgame dont il est coutumier : «je souhaite être dangereux pour la délinquance, la violence et l'illégalité».

Les ouvriers en grève de Paris-Rhône, les appelés, les militants syndicaux perquisitionnés, fichés, emprisonnés, savent ce que cela signifie : Poniowski les classe d'emblée dans les délinquants. Accepter l'austérité de plein gré ou sous la violence policière voilà la liberté de choix que nous offre ce gouvernement.

Séguy relevant ces menaces, se faisait fort d'organiser la riposte des travailleurs : «Ce qui est au centre de nos préoccupations, ce sont les revendications des travailleurs, c'est la riposte indispensable à la politique du pouvoir et du patronat». La riposte des dirigeants de la CGT nous avons pu en juger ces derniers jours. C'est le refus de manifester aux côtés de la CFDT contre les arrestations et les perquisitions de locaux syndicaux. Et pas seulement sur la question de l'armée, à Caen il ne s'agissait pas de cela, mais de perquisitions chez des militants CFDT accusés d'avoir avec d'autres ouvriers «retenu» un patron. Et les dirigeants de la CGT ont adopté la même attitude. La riposte de Séguy vise d'abord les révolutionnaires ; calomnies contre le mouvement des appelés contre les ouvriers de Paris-Rhône, contre les militants révolutionnaires dans les syndicats. Quelles actions avance-t-il ? Des grèves bidons de 24 heures.

Non ce n'est pas une riposte de ce type qui fera revenir le patronat et le gouvernement sur leurs projets d'aggravation de nos conditions de vie et de travail.

La riposte d'ensemble aux attaques du pouvoir, nous la forgerons en discutant dès maintenant sur nos lieux de travail, pour définir des revendications qui nous unissent et en apportant notre soutien à nos camarades actuellement en lutte, à Clark, DBA Angers, etc...

Serge LIVET

BLAUPUNKT des délégués cfdt perquisitionnés par la police :

«ce qu'ils cherchent, ce sont des preuves pour inculper des militants et des travailleurs qui ont participé à la retenue du patron»

Quotidien du Peuple : Vous avez été l'objet de perquisitions, quels motifs la police a-t-elle donnés à ces actions et comment ça s'est passé ?

S. : Chez moi, ils ont fouillé partout jusqu'au grenier, ils m'ont demandé si je savais pourquoi ils venaient.

M. : Ils ont cogné chez moi à 6 H 30, ils ont présenté un mandat, ils n'ont pas du tout parlé du mouvement des soldats, ce qu'ils cherchent (d'après eux) ce sont des preuves pour inculper des mili-

tants et des travailleurs qui ont participé à la «retenue» du patron.

QdP : Pourquoi, à votre avis, durcissent-ils la répression aujourd'hui ?

Y. : Il y a une volonté certaine de la part de la direction de démanteler la section CFDT de Blaupunkt, le 7 juillet, tout le monde était là, CGT aussi bien que CFDT, or ils ne sont venus que chez nous, de toute façon, c'est lié avec tout ce qui se passe tout de suite, la répression partout, dans les usines, dans l'armée.

suite p. 4

ESPAGNE des ministres changent... le franquisme reste



L'espèce de cuisine qui se concocte à Madrid depuis la disparition de Franco continue : de savants dosages font tour à tour pencher la balance du côté des ultras (maintien d'Arias Navarro) et du côté des soi-disant libéraux (Miranda), avec aujourd'hui la formation du nouveau gouvernement et l'entrée de personnalités «libérales» comme Fraga Iribarne et Areilza, comte de Motrico. Si subtil que soit le mélange entre poivre et sel qui est en cours, la résultante en est grise, du même gris que l'uniforme de la police armée qui hier encore a sauvagement réprimé les luttes de la «cein-

ture rouge» de Madrid et d'ailleurs. Car qui sont ces soi-disant libéraux ? Le comte de Motrico a été un fervent défenseur d'Hitler et Mussolini pendant la dernière guerre, il a participé de près au système franquiste puis a été conseiller de Don Juan, père de Juan Carlos ; mais surtout, il est l'homme des américains, il a été ambassadeur à Paris et surtout à Washington ; de quoi inspirer confiance aux défenseurs de l'ordre franquiste. Quant à Fraga Iribarne, il a pris du champ juste à temps pour faire figure sinon d'homme nouveau, du moins d'opposant respectueux.

suite page 8

ALLEMAGNE social- démocratie et dictature bourgeoise

voir notre reportage page 3



la vie du journal

dans notre courrier

Alain Adelaïde,
mort d'une appendicite...

Nous demandons au Quotidien du Peuple de passer cet article sur l'affaire Alain Adelaïde, militant CFDT Saviem, décédé le 17 juillet 1974 à la clinique «Miséricorde» à Caen, où il avait été hospitalisé pour une opération de l'appendicite.

Les conditions de soins (insuffisance de l'équipement de réanimation), absence de personnel qualifié en permanence, ont été mises en causes par différentes personnes. Brigitte Adelaïde, sa femme, a déposé une plainte à ce sujet au mois de septembre 1975. Le juge d'instruction a fixé à 10 000 F (un million ancien) la

consignation à verser avant d'ouvrir l'instruction.

Brigitte ne pouvant verser cette somme, la plainte a été déclarée irrecevable. Un comité de soutien s'est constitué dans la perspective du départ d'une nouvelle plainte.

Ce comité dans lequel se trouvent plusieurs militants CFDT et qui a reçu le soutien de l'organisation, s'est fixé pour tâche de :

- recueillir le million nécessaire.
- dénoncer le prix de la justice (justice de riches),
- aider à ce que la lumière soit faite sur le décès d'Alain.

La section CFDT Saviem engage donc les travailleurs à participer à la collecte qui est organisée. Les sommes, soit remises à un délégué CFDT de la Saviem, soit versées directement au compte suivant :

CCP Rouen 209835K
aunom de M^e Aussant Norbert
en précisant :
«soutien à Brigitte Adelaïde»

**DEVENEZ CORRESPONDANT
DU JOURNAL**

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

RECUEILLI AUPRES DE LECTEURS FIDÈLES

Voici quelques critiques et suggestions recueillies auprès de lecteurs fidèles :

Une lectrice demande aussi que le Quotidien du Peuple précise quel genre de société les marxistes-léninistes veulent construire. Par exemple, nous dénonçons la pollution : comment lutterions nous ? Les Chinois indiquaient qu'à Changai, ils avaient pu réduire jusqu'à 80 % la pollution due au chauffage domestique. Comment est-ce possible ? Sans rentrer dans des explications trop détaillées.

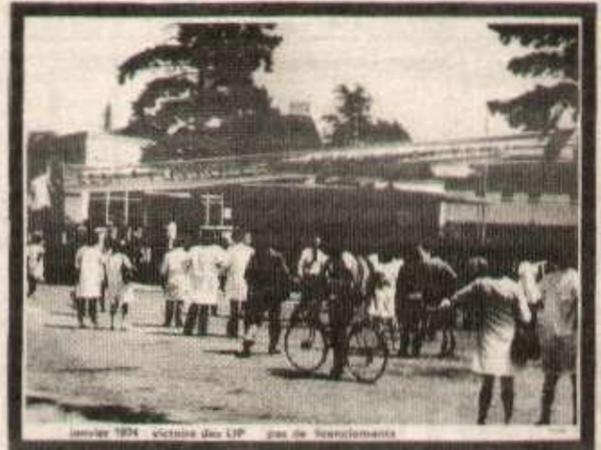
Autre problème, les HLM sont bruyants, très sonores ; bien sûr, l'esprit collectif intervenant, le bruit des voisins serait considéré comme moins gênant, mais tout de même. Alors devons-nous raser ces blocs de béton où les pièces sont si étroites, les espaces verts si limités ?

Avec le niveau de développement des capacités de production, le travail posté serait-il maintenu partout où il existe maintenant ?

Ces aspects de la vie quotidienne des masses pouvez-vous les aborder chaque fois qu'ils interviennent dans l'actualité ? C'est à dire offrir une alternative positive.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, pour un 12 pages 6 jours sur 7 des affiches, des calendriers sont à votre disposition
le calendrier : 10 F - l'affiche : 10 F
Passez vos commandes !
Les fêtes de fin d'années doivent être l'occasion de renforcer encore le soutien au journal !



UNE DES MANIFESTATIONS POUR PRODIGER LA VICTOIRE DU SYNDICAT ET DE LA VIE EMPLOYÉE CONTRE L'OPPRESSION DU PROGRAMME ET AUTRES ENNEMIS ET COUPABLES PATRONAUX. (L'UNION)

**le quotidien
du peuple**
AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

plus juste
et plus humain

Je lis chaque jour le Quotidien du Peuple, votre journal m'apporte des informations sous un angle plus juste et plus humain.

J'espère que votre journal pourra bientôt paraître avec ses douze pages et apporter ainsi davantage d'informations et de vérité à tous les travailleurs.

Y.G. Bais

un outil de lutte !

Le Quotidien du Peuple permet de s'armer pour répondre correctement sur tous les sujets que l'on peut aborder dans une usine.

Les témoignages, les exemples concrets, sont absolument indispensables pour un travail politique en entreprise : plus l'article est précis, plus il permet de frapper juste et détruire l'édifice trompeur des révisionnistes.

A. Paris

un spectacle qui m'a dégoûté

Élève dans un lycée technique, j'ai été visiter le sénat, dans le cadre des 10 %. Ce que j'ai vu m'a tellement dégoûté que j'ai décidé de vous en faire part.

Nous arrivons donc dans le quartier du sénat. Il est noir de flics. Il y en a de toutes les façons. Ceux qui font la circulation, ceux qui se baladent avec la mitraillette en bandoulière ou le fusil à ultra-son.

Nous rentrons dans la cour où trônent les DS et autres voitures du protocole. En arrivant dans le bâtiment, j'ai vraiment l'impression de revenir au XIX^e siècle. Monsieur Collery, sénateur de la Marne, nous balade dans les couloirs où nous sommes étroitement surveillés. M. Collery en profite pour nous faire un petit baratin sur les centristes, dont il fait partie, nous les présentant comme les meilleurs. Il nous parle de ses efforts croissants pour faire de la France un pays propre (comme si c'était le problème le plus urgent à résoudre) et espère bien y arriver vu qu'il est au sénat pour 9 ans. Il a le temps de voir venir (comme il dit).

Ce qui me frappe au premier abord, c'est le nombre de clameurs qui sont payés à ne rien faire

et qui traînent dans les couloirs en attendant je ne sais quoi (il faut bien que nos impôts servent à quelque chose !). Les sénateurs ont tout à leur disposition : bibliothèque, bar, restaurant, coiffeur, tabac, confiserie, etc... Le grand luxe quoi ! Après cet étalage grandiose, nous sommes invités à assister à une séance du sénat. J'ai l'impression d'assister à une très mauvaise pièce de théâtre. La séance d'aujourd'hui est consacrée au budget de l'Éducation Nationale. La salle est à peu près vide (une vingtaine de personnes environ alors que les sénateurs sont au nombre de 283). M. Poher ne préside pas. Il est déjà sans doute parti en week-end. Au fond, un sénateur roupille et une femme fait son courrier. Le président discute ainsi que ce «cher» Haby qui se fait pas mal de ce que racontent les orateurs...

Une fois sortis, nous sommes 50 à avoir eu la confirmation que la France est gouvernée par de vieux clowns qui pensent à leurs privilèges plutôt qu'aux véritables problèmes des Français. Nous sommes 50 à penser que cette situation est intolérable, qu'il faut que tout ceci change, qu'il faut de véritables représentants du peuple
un élève du CET d'Epernay

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Non
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

je souscris

10 F	50 F	100 F	F
------	------	-------	---

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

communiqués

SOIRÉE CULTURELLE ANTI-IMPÉRIALISTE

Solidarité avec le Peuple Iranien
VENDREDI 12 DÉCEMBRE À 20H
maison du Canada
cité universitaire

- avec le soutien des Organisations anti-impérialistes.
- avec la participation des groupes musicaux espagnol, latino-américain, arabe et iranien.

Union des Étudiants Iraniens en France - Sec. de Paris

LEHAVRE
Un Comité de Lutte Contre le Chômage s'est formé. Pour prendre contact, s'adresser à la librairie :

«RENCONTRE»
rue Ancelot
(face au lycée François 1^{er})
Le Havre

NANTES
Réunion des lecteurs et amis du Quotidien du Peuple
Vendredi 12 - 20h30
13 bis, rue Lamotte-Piquet

Discussions, critiques autour du Quotidien
Comment envisager un supplément local au Quotidien du Peuple

Allemagne : SOCIAL-DEMOCRATIE ET DICTATURE BOURGEOISE

(1)

Reportage Yves BEAUMONT

qu'est ce qui fait courir Lecanuet en Allemagne ?

Le 23 octobre a eu lieu une rencontre entre Lecanuet et le ministre allemand de la justice. Sujet des entretiens : l'harmonisation des législations sur le divorce, l'avortement et... la répression du terrorisme.

De plus en plus, le régime allemand fonctionne comme un modèle pour la bourgeoisie française. C'est que depuis 1968, la bourgeoisie allemande, aidée par la presse pourrie de Springer a largement exploité les attentats de la bande à Baader pour renforcer son appareil répressif. Pratiquant l'amalgame entre révolutionnaires et terroristes, assimilant action politique et crime de droit commun, la social-démocratie (SPD) a créé une véritable psychose de l'attentat et a renoué avec les plus vieilles traditions d'autoritarisme et d'anti-communisme de la réaction allemande. Les pratiques actuelles de la police et de la justice en Allemagne laissent présager d'un avenir inquiétant pour les révolutionnaires français si nous ne nous dressons pas pour contrecarrer les beaux projets de Lecanuet/Poniatowski.

LE DÉCRET CONTRE LES EXTREMISTES DANS LES SERVICES PUBLICS DE 1972.

Ce décret du 28 janvier 1972 a créé le «Berufsverbot» (interdiction d'exercer une profession). Il est interdit aux gens qui sont «hostiles à la Constitution» d'exercer une fonction publique. Cela concerne aussi bien les

fonctionnaires en place, qui peuvent ainsi être licenciés, que les candidats à un poste. Le terme est très vague et permet de viser toute personne un peu remuante. Il a déclenché une véritable chasse aux sorcières dans la fonction publique, s'appuyant sur une hystérie anti-communiste qui n'est pas sans rappeler le mac-carthysme. Par contre, le groupuscule nazi NDP, qui se proclame hostile à la Constitution, n'a pas été inquiété.

En février 1975, 300 fonctionnaires avaient déjà été victimes de ce décret. 250 000 candidats à la fonction publique avaient dû justifier de leur «fidélité à la Constitution» en répondant à un

Sigrist à Munster, Gerd Heide à Hambourg, etc...

LA GENERALISATION DU DÉCRET ANTI-TERRORISTE

Mais un certain nombre d'organismes privés ne veulent pas demeurer en reste. L'ordre des avocats se met à exclure de ses rangs des dizaines d'avocats progressistes : Horst Mahler, Klaus Croissant à Stuttgart, menaces contre Gildemeier à Munich, etc... De même l'ordre des médecins fait preuve de zèle : interdictions et menaces d'interdiction se succèdent : contre le Dr Scherler à Berlin, contre des travailleurs des hôpitaux.



questionnaire spécial. Voici le genre de questions posées : «Êtes-vous contre la propriété privée des moyens de production ?» Inutile de dire que si vous répondez oui, vous pouvez vous inscrire au chômage. Depuis, la chasse aux sorcières s'est poursuivie. De nombreux professeurs en ont été notamment victimes : à Stuttgart, Dortmund, Düsseldorf des manifestations de professeurs organisent la riposte. Partout dans le pays, des centaines de professeurs sont inquiétés : Jens Scheer à Brême,

Les directions social-démocrates des syndicats entrent, elles aussi, dans le concert. Elles appliquent dans leur sein, le décret anti-terroriste et excluent de cette façon les travailleurs qui contestent leur ligne de collaboration de classe. Elles n'hésitent pas à exclure systématiquement tous les travailleurs combattifs. Même l'église s'est mise à appliquer en son sein ce décret : plusieurs pasteurs ont ainsi été licenciés par l'église évangélique.

LA REFORME DE LA PROCEDURE PENALE

Le 1^{er} janvier 1975 est entré en vigueur le nouveau Code de Procédure Pénale Allemand. Celui-ci a été adopté à l'unanimité. Ce nouveau code permet d'exclure du tribunal les accusés s'ils se sont rendus volontairement inaptes à suivre les débats (par exemple, s'ils ont fait une grève de la faim). Il permet d'exclure les avocats, si leur participation est une menace pour la sécurité de la république. Il a permis d'exclure nombre d'avocats lors de procès politiques, de les emprisonner, de leur interdire l'exercice de leur profession (voir les interviews de Klaus Croissant et Otto Schily). Avec ce nouveau code les droits de la défense n'existent plus en Allemagne. Défendre un révolutionnaire devant la justice de la bourgeoisie, c'est avoir toutes les chances d'être interdit d'exercer dans un délai très bref.



l'avocat Klaus Croissant

le nouveau code de procédure pénale

§. 138a - Un défenseur est à exclure de la participation à une procédure lorsque :

1^o il est avéré qu'il est suspect d'abuser de ses communications avec l'inculpé qui est en état de détention en vue de commettre des délits punissables d'au moins un an de prison,

2^o lorsqu'il abuse de ses communications avec l'inculpé en état de détention de manière à compromettre sérieusement la sécurité de la prison.

§. 138b Un défenseur est également à exclure lorsque, sur la base de certains faits, il est permis de supposer que sa participation à la défense pourrait constituer un danger pour la sûreté de la République Fédérale d'Allemagne.

§. 138c Le tribunal peut ordonner que les droits du défenseur... cessent d'être applicables jusqu'à ce qu'une décision sur son exclusion, conformément à la première phrase du présent texte, ait été prise.

§. 146 Un avocat ne peut pas assurer la défense simultanée de plusieurs accusés au même procès.

§. 231a Lorsque l'accusé n'est placé de manière intentionnelle et coupable dans un état le rendant incapable de comparaître et qu'il entrave par là sciemment le déroulement régulier ou la poursuite du procès en sa présence dans ce cas et lorsque l'accusé n'a pas encore été entendu sur l'acte d'accusation les débats sont entrepris ou poursuivis en son absence, dans la mesure où le tribunal ne tient pas sa présence pour indispensable.

interview de Klaus Croissant, avocat

Le Quotidien du Peuple : où en est le procès d'Andreas Baader et de ses co-inculpés ?

Le président l'empêche de dire ce qui est nécessaire : « ça n'appartient pas au fond ».

Maitre Croissant : On en est au 43^{ème} jour. Jusqu'à maintenant, il s'agit toujours d'un stade préliminaire.

Combien y a-t-il de procès politiques en cours en RFA ?

La cour a-t-elle l'intention d'exclure d'autres avocats ?

Pour le printemps s'annonce le procès des accusés de l'attentat de Stockholm, je défends encore un accusé, c'est le prochain grand procès.

Oui, je pense bien que c'est un but envisagé par le procureur général et le tribunal. On a déjà exclu, dans la procédure entrée en vigueur le premier janvier, 3 avocats qui plaident dans un autre procès à Kaiserslautern et qui étaient venus pour renforcer la défense à Stammheim. Le tribunal leur a défendu de participer à la défense après une journée d'audience. L'argument utilisé est qu'à Kaiserslautern il s'agit d'autres accusés de la fraction «armée rouge». D'après la nouvelle loi on a le droit de défendre seulement un accusé. Le tribunal a donné une interprétation extensive à une loi restrictive, pour empêcher le renforcement de la défense à Stuttgart. Cela s'est passé il y a quelques jours. Aujourd'hui la défense a présenté une demande de récusation du président, c'est la 24^{ème}. Le président du tribunal a exclu comme défenseur d'office le défenseur de confiance Maître Plotnitz car il «utilise une langue qui n'est pas digne d'un avocat». Le président a dit qu'il ne s'agissait pas de défense, mais d'agitation politique. C'est un procès qui durera 2 ou 3 ans, nul avocat ne peut assurer la défense si on lui retire la rémunération d'office.

Y a-t-il des procès contre d'autres groupements politiques ?

Oui, il y a de petits procès : contre 8 étudiants à Heidelberg, pour une manifestation. Il y a des procès moins spectaculaires partout.

L'isolement total est-il encore appliqué ?

Oui, pour les accusés de Stockholm. J'ai fait une demande à la cour de cassation. Les autorités judiciaires ne veulent pas reconnaître qu'il y a des prisonniers politiques. Ils considèrent que nous sommes une démocratie parlementaire, si des gens commettent des actes de violence, ce sont des criminels de droit commun. La grande contradiction est que ces «prisonniers de droit commun» ont un statut de détention très sévère qui consiste à les isoler de tous les autres prisonniers. On leur inflige ce traitement dès le premier jour de détention. Ils ont peur que les autres prisonniers soient politisés. Mais on ne peut être politisé que par des prisonniers politiques ! C'est très difficile de rompre les fausses informations. L'Etat a tous les pouvoirs pour mener une lutte psychologique. Notre devoir est de mettre au clair le contexte. C'est pourquoi Ströbele et moi avons été arrêtés. Ils nous reprochent notre travail de publicité en vue d'une contre information.

Combien de temps avez-vous passé en prison et pourquoi avez-vous été arrêté ?

J'ai passé 7 semaines en prison. Une des raisons de mon arrestation a été que j'ai fait des conférences publiques. On a considéré cela comme faire de la propagande. Le fait principal qu'on me reproche était d'avoir rendu public ce qui se passe dans la prison pour les prisonniers de la fraction «armée rouge». C'est le travail de chaque avocat de mettre en lumière les conditions de détention qui mènent à détruire les accusés en tant que sujets politiques. C'est ce que nous reprochons aux autorités chargées de la protection de l'Etat : ils cherchent à anéantir des prisonniers qui ont une conscience révolutionnaire. Un arrêt de la Cour de Cassation de Karlsruhe du 22 octobre 1975 dit qu'il y a un certain nombre de prisonniers qui sont tellement dangereux qu'ils sont responsables de ces conditions de détention et de leur mauvaise détention. Cet arrêt est dans la tradition du nazisme, des 12 ans du III^{ème} Reich ; il y a eu des expériences meurtrières avec des gens dits minoritaires comme les juifs maintenant il s'agit des minorités révolutionnaires. La presse, la radio, la télévision n'osent plus donner d'informations critiques. La défense cherche à rendre public ce qui se

Est-ce qu'il existe à l'heure actuelle un renforcement policier en RFA ?

Les instruments légaux ont été créés en 1972. Une loi a créé le Bundesgrenzschutz, organisation paramilitaire qui par les moyens dont elle dispose est une armée de guerre civile. C'est le développement d'un Etat policier très sévère qui correspond à sa fonction d'être l'échelon le plus haut du pouvoir capitaliste lié à l'Etat le plus impérialiste, les Etats-Unis.

La CDU serait-elle plus sévère dans la répression que le SPD ?

La CDU-CSU se donne l'air d'être plus sévère car elle juge que ça donne de meilleurs résultats électoraux. Mais je ne suis pas sûr qu'ils seraient plus sévère. En matière de lois nouvelles, je ne crois pas que l'opposition serait plus sévère.

politique

Blaupunkt (Caen) DES DÉLÉGUÉS PERQUISITIONNÉS PAR LA POLICE

SUITE DE LA PAGE 1

M. : La classe bourgeoise a peur parce que les mouvements se développent, ça bouge un peu partout dans la classe ouvrière, avant que ça aille plus loin, elle veut s'y opposer, écraser tous ces mouvements qui naissent un peu partout. Il n'y a qu'à écouter Ponia et Chirac, à chaque discours qu'ils font, c'est la manière forte qui arrive.

S. : Je crois qu'ils veulent préparer un climat de terreur. On dirait qu'ils veulent faire de l'intimidation. **M.** : C'est sûr. Tiens ils sont allés chez le copain de la SMN jeudi. Puis chez nous vendredi. S'ils recherchaient sérieusement des photos, ils s'y seraient pris autrement. Ils devaient bien penser qu'on pourrait être prévenu. Non, moi je crois qu'ils veulent terroriser les ouvriers, leur faire peur pour les dissuader d'engager la lutte. Ils se sont aperçus que la répression ouverte qu'ils ont pratiquée aussitôt après la grève a commencé à provoquer des réactions comme le débrayage de l'autre jour, alors ils essaient autre chose.

S. : Nous pensons que c'était une bonne manifestation, on a été surpris on ne s'attendait pas à tant de monde. **Y.** : C'était combatif et bien organisé. Les mots d'ordre bien repris avec les voitures sono c'est pas mal. Aussi, j'ai remarqué qu'il y avait beaucoup de jeunes c'est une bonne chose ça montre qu'ils se sentent concernés.

tous d'accord. Ils prétendent qu'ils ne veulent pas manifester aux côtés de l'extrême gauche, moi je crois que c'est un prétexte, que ce n'est pas la raison.

QdP : Comment ça a réagi dans la boîte après les perquisitions ?

QdP : Que pensez-vous de la manifestation d'hier soir ?

QdP : Que pensez-vous de la position de la CGT par rapport à la répression actuelle à Blaupunkt et au niveau national ?

QdP : C'est quoi la raison profonde de leurs positions ?

M. : Je pense qu'ils veulent bien faire des actions à condition qu'elles aillent dans le sens où ils veulent sinon pas question.

Y. : Vendredi, on a mis une affiche sur le panneau pour informer tout le monde. Les filles disaient : «C'est dégueulasse on ne croyait pas qu'ils avaient le droit de faire ça».

QdP : Pensez-vous que la répression va continuer ?

M. : Le lendemain des perquisitions on a demandé à la CGT de se rencontrer pour organiser la riposte ensemble. Ils n'ont pas voulu. Pourtant chez eux il y a des gars qui voulaient. Ils ne sont pas

QdP : Comment voyez-vous la riposte ?

M. : Il faudra bien faire l'unité d'action, mais c'est sur le terrain des luttes qu'il faut la faire, pas autour d'une table. Et puis l'unité d'action c'est avec tout le monde qu'il faut la faire.

ARMÉE : LA RÉPRESSION CONTINUE ; LA RIPOSTE S'ORGANISE STRASBOURG

Après les arrestations, dans la nuit de lundi à mardi, de trois étudiants qui collaient des affiches pour les droits démocratiques dans les casernes, l'un d'eux, J. Talpin, est toujours interrogé par la Police Judiciaire. Après R. Murer A l'institut d'études politiques dont faisaient partie les trois étudiants, et dans les universités strasbourgeoises, des mouvements de grève de solidarité s'organisent.

BORDEAUX

Après les inculpations de soldats de la base de Cazaux et de syndicalistes CFDT, l'UD CFDT de la Gironde organise samedi 13 décembre une «journée vérité», place Saint Projet. La CFDT invite les travailleurs à venir nombreux à cette journée-forum à laquelle participeront de nombreux militants syndicaux.

Correspondant

PARIS

Gallut, juge de la Cour de Sûreté chargé de l'instruction, a dû mettre en liberté provisoire trois soldats, deux de Besançon, et un de Cazaux. Sur les trente quatre inculpés, vingt, dont dix syndicalistes sont toujours en prison. D'autre part, le Général Favreau, gouverneur militaire de Paris, vient de recommander à ses officiers de porter plainte contre les comités de soldats dont les tracts les attaquent. Les informations ouvertes par la Cour de Sûreté risquent donc d'être doublées par de nouveaux moyens judiciaires, sous prétexte de diffamation.

le CNPF et ses shadocks

Les patrons du CNPF sont pour l'ouverture. Et pour preuve, du 10 au 13 tout le monde «sans distinction sociale» a le droit d'assister à leur petite prestation : avenue des Champs Elysées. Notez qu'ils ne sont pas fous : devant le cinéma où ils se sont installés, plusieurs voitures-pié surveillent. Ajoutez à cela, un cordon discret d'une bonne dizaine de policiers. Dans le hall d'entrée, un service d'ordre avec insigne du syndicat des patrons, dans les couloirs des piquets de surveillance avec des talkies-walkies, plus, à l'intérieur, encore un ou deux sbires du même accabit. Pendant que les chauffeurs attendent dans les DS noirs, les patrons réfléchissent et discutent. Ils sont venus de toute la France ; «cela dépasse nos prévisions» disait une dame croulant sous un vison et perdue dans un nuage de parfum. Bien qu'il ne soit pas coiffé de ce nom là, ce cycle «entreprise en mouvement» est un véritable stage de formation pour patron en mal de restructuration. Sur cinq thèmes différents, des dessins animés de l'auteur des shadocks et avec la voix de Pieplu, ouvrent une séance débat dirigée par un chef de file du profit. Ah qu'ils sont pleins de bonne volonté ces requins de l'industrie. Savez-vous quel forum anime le fils Dassault : celui qui porte le nom pompeux «améliorer les relations de travail». Nous avons assisté à sa séance.

clair, à leur niveau». Le plus risible dans l'affaire, c'est que Dassault a commencé par dire que ce n'était pas du paternalisme. «Je leur envoie le bilan chaque année, comme ça ils connaissent nos difficultés. Evidemment, je pense qu'ils n'y comprennent rien». Et plus loin, «Je les réunit une fois par an, ne serait-ce que pour leur rendre leur dignité...» Bel aveu, non ! Quand on rend une dignité une fois par an, c'est qu'on la prise le reste du temps ! Là, il s'agit d'une tentative de remettre sur pied un paternalisme de crise.

Dans celui qui dirigeait Sarre, le PDG de la lainière de Roubaix, jeudi matin, il s'agissait d'encourager le redéploiement de l'économie, la recherche des exportations.

Entre deux projections, les commentaires vont bon train. Tout en restant confis dans la dignité de leurs costumes, jeunes cadres et vieux patrons chauves échangent leurs «problèmes». «Il faut trouver quelque chose... Ah, monsieur mes syndicats font ça... mais je leur ai dit sans mollir... c'est vraiment une nécessité de réfléchir à notre avenir... etc...»

Les conseils pleuvent : «n'exportez pas de produits trop mauvais cela a nuit à d'autres. N'hésitez pas à vendre des usines clés en mains, sinon d'autres puissances le feront à votre place ; allez sur place, marchandez, battez-vous...» Tous les arguments vont dans le même sens, ils attestent de la course sans merci que se livrent en ce moment les pays impérialistes. C'est un stage de crise, en somme. Révoltant parce que la brochette la plus riche de France s'agit et se dépense pour essayer, vainement, de trouver la manière de nous bernier, parce que dans leur bouche, derrière leurs manœuvres courtoises, les sourires mielleux, se cache la recherche exclusive du profit. Risible enfin parce qu'ils sont en difficulté, qu'on les sent aux abois.

Claude VILLARD

réunion de l'OTAN

la "détente" se fissure

Actuellement, à Bruxelles se tient la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, faisant suite à ceux de la défense nationale. Et ces derniers jours, Brejnev assistait au congrès du parti ouvrier unifié de Pologne.

A cette occasion, Brejnev vient de montrer les dents en accusant les pays occidentaux d'user de «l'infiltration idéologique et de leviers économiques» contre les «pays socialistes» et d'empoisonner la situation.

On apprend par ailleurs que Kissinger n'ira pas cette semaine à Moscou, contrairement à ce qui était prévu et que son voyage est reporté au plus tôt à janvier 1976. Les USA en effet n'ont pas encore déterminé leur position sur les négociations Salt (actuellement au point mort) sur la limitation des armements nucléaires stratégiques.

Quelques mois après la conférence d'Helsinki sur la «sécurité en Europe» il se confirme que la «détente ne peut être qu'une attitude de façade pour cacher une double réalité».

D'une part, les USA et l'URSS ne renoncent pas à leur volonté de domination dans le monde et notamment en Europe. Pour cela ils se livrent à une rivalité qui, loin de disparaître, ne peut que s'accroître comme en atteste la fissure qui s'ouvre

dans le masque de la «détente».

D'autre part, cette rivalité les conduit à accroître le danger de guerre qu'ils font peser sur le monde.

C'est dans ce cadre là que l'OTAN se préoccupe du renforcement de la puissance militaire du pacte de Varsovie, de «l'amélioration en quantité et en qualité de ses armes, équipements et entraînement et de l'accroissement de la force de sa capacité offensive».



la détente de Mr Brejnev, c'est la préparation de la guerre.

Hier, à Bruxelles, l'OTAN examinait la question de la réduction, pour chacun des deux blocs militaires, des forces stationnées en Europe, dans la perspective de nouvelles négociations devant reprendre à Vienne prochainement.

Cette réduction est souhaitée par les USA pour diminuer le poids que fait peser sur son économie, la course aux armements. Mais l'accord est difficile entre les deux superpuissances, chacune accusant l'autre de ne pas s'en tenir aux engagements, d'où le piétinement des négociations Salt. C'est sur ce point que Kissinger et Schlesinger s'opposent, ce dernier mettant en avant que les USA sont dépassés de 50% par l'URSS dans le domaine des dépenses d'armement.

Officieusement, la proposition américaine envisagerait le retrait de 1 000

armes nucléaires tactiques sur les 7 000 estimées en Europe pour les USA et la réduction de 29 000 hommes de ses troupes, à condition que les soviétiques retirent une de leurs armées, soit 1 700 tanks et 68 000 hommes.

Il est peu probable que l'URSS accepte, puisqu'elle entend conserver son actuelle supériorité, par un retrait numériquement équivalent des forces militaires classiques.

Par ailleurs, sur proposition de l'Allemagne, l'OTAN a accepté la mise en place d'un organisme «indépendant» pour envisager la standardisation des

armements européens. Mais les pressions de l'OTAN et en particulier de l'Allemagne, sont très fortes pour que cette coopération pour la production des armements se fasse sous la houlette des USA.

Ces pressions se font d'autant plus fortes aujourd'hui que l'impérialisme français n'est plus en mesure de prétendre assurer seul la production d'un armement qui ne trouverait pas de débouché en Europe ; l'échec pour le «marché du siècle» a en effet eu pour conséquence l'abandon du projet de construction de l'ACF de Dassault.

LES PREVENANCES DE PONIATOWSKI

Poniatowski déborde de prévenances, il est venu en personne nous annoncer à la télévision une audacieuse réforme. Il ne s'agit rien moins que de rapprocher l'administration du public. Il faut relever dans ce projet la suppression de l'anonymat des circulaires. Désormais, elles seront toutes signées lisiblement et leur provenance clairement indiquée.

Les conditions d'accueil dans les préfectures seront améliorées, des employés guideront les usagers. Par contre les conditions d'accueil dans les commissariats n'ont pas été évoquées. Il est vrai que la prise en charge y est totale et, qu'un contact étroit est rapidement établi. Quant aux coups de matraque, nous n'irons pas jusqu'à demander de quel service ils émanent.

VAS-Y JARROT

La dernière de Jarrot : il va dépenser 70 millions de francs pour assainir les eaux des stations de sport d'hiver. Comme on le voit, Jarrot continue de sélectionner, parmi les actions de lutte contre la pollution, les problèmes les plus urgents.

UN DOCUMENT SUR UN CAMP DE TRAVAIL EN UNION SOVIETIQUE

C'est la télévision qui a présenté, hier soir, ce document. D'après les explications données, ce document aurait été tourné en super 8 par un Soviétique, puis transmis à un Allemand de l'Ouest. Sur des images de mauvaise qualité, on pouvait voir des prisonniers encadrés par des soldats, transportés en camions blindés, surveillés par des chiens. La publication de ce document, au moment où la polémique entre le P.C.F. et Poniatowski (dans le cadre de la rivalité pour la gestion des affaires bourgeoises) bat son plein n'est pas fortuite. Il n'empêche que ces images, vraies ou fausses, ne sont qu'une infime partie de la réalité de l'exploitation des masses en URSS, une pâle image de la répression qui tente d'écraser toute révolte, surtout celle dont la «grande presse» ne parle pas : celle qui s'abat sur les travailleurs en lutte contre la nouvelle bourgeoisie de ce pays.

RECTIFICATIF
L'association SOS Cœur nous signale, que contrairement à ce que nous écrivions dans le «Quotidien du Peuple» du 6 novembre, l'abonnement à SOS Cœur est gratuit, il s'agit d'une association à but non lucratif. Par contre les abonnements à Cœur Assistance, société tout à fait distincte, sont payants, et à des tarifs fort élevés.

EGE - CHAMBERY :

pour l'embauche et les salaires

La lutte des employées du magasin Egé à Chambéry continue pour l'embauche d'une employée supplémentaire. Samedi matin, des clientes du quartier ont distribué des tracts devant le magasin. Vers 10 heures et demie, plusieurs clients et des syndicalistes sont venus manifester devant le magasin demandant du personnel supplémentaire, appuyant ainsi la lutte des employées. Ils ont demandé une entrevue avec le directeur. Celui-ci, ayant refusé, en arrivant aux caisses, ils ont scandé «Allo-brogés, embauchez !» «Employés, chômeurs, clients, même lutte !». Puis ils sont partis en laissant leur chariot plein aux caisses. Et c'est le directeur qui a été obligé de tout remettre dans les rayons ! Les employées ont alors débrayé...

Quand le directeur est sorti, à midi, sa voiture était bloquée. Un flic est venu pour lui faire le passage. Deux flics en civil sont entrés dans le magasin, tandis qu'un autre téléphonait pour demander du renfort. On a alors laissé le directeur rentrer en lui faisant une haie, le poing levé et aux cris de «Allo-brogés, embauchez !».

Aujourd'hui, plusieurs questions se posent. Si la direction ferme le magasin, comment riposter ? Faut-il accepter la proposition d'embauche le vendredi et le samedi pour vendre des légumes à l'extérieur ? Cela ne va-t-il pas arranger le patron, alors que nous aurons encore plus de travail ? Il nous faut élargir le soutien en direction des autres magasins. Des badges viennent d'être faits. En plus de l'embauche, nous réclamons aussi 1700 F minimum par mois. Aujourd'hui, il faut renforcer l'action. Nous gagnerons !

Corr. Chambéry

le règlement de sécurité à la SMN : une hypocrisie totale !

Il faut lire le règlement pour l'exploitation des voies ferrées de la SMN... Tout semble prévu dans les moindres détails pour assurer la sécurité des travailleurs, on peut même se demander comment, avec de telles précautions, il peut se produire des accidents ? Mais, entre le règlement et ce qui se passe dans la vie, il n'y a vraiment pas grand-chose de commun !

Ainsi, par exemple, l'article A-44 dit «Les wagons doivent être déplacés par des engins spécialement aménagés et non par des ponts-roulants, choueurs ou autres». Or, nous dit un camarade pontonnier : «Pour gagner du temps, parfois ils me font pousser les wagons avec le pont». L'article C-58 stipule que «Le personnel doit aussitôt signaler toute anomalie constatée dans les organes de sécurité». Or nous explique un accrocheur du manœuvre : «Il y a longtemps que nous avons signalé un tracteur de 200 CV qui n'a plus de freins et personne ne fait rien». Les articles C-3131 et C-3132 interdisent de rentrer et sortir entre deux véhicules en mouvement. Mais tous les accrocheurs disent que ça se fait tous les jours et ainsi de suite pour tous les articles de ce «règlement» ! Un accrocheur nous disait : «On leur a signalé à plusieurs reprises que des wagons se décrochent parfois tout seul, en route, ils nous ont répondu que c'est impossible, il faudra qu'il y ait encore un mort pour qu'ils s'en occupent».

Il y a beaucoup d'anomalies, de choses qui ne vont pas dans le circuit ferroviaire de la SMN. D'abord, c'est un circuit qui avait été conçu pour un



C'était aux HGO, il y a deux mois : un accident semblable.

trafic de 400 000 tonnes après la guerre, aujourd'hui, c'est un million de tonnes et le circuit est le même. Il n'y a pratiquement que des courbes, ce qui multiplie les risques d'accrochage. Les tampons des wagons ne sont pas standards, il y en a de toutes tailles et de toutes les formes, ce qui souvent produit des «mariages». De plus, souvent, les tampons sont tordus, les rames sont trop chargées... Dans ces conditions, le fameux règlement serait ridicule s'il ne s'agissait de la vie des travailleurs...

Un camarade du train-fil n°2 nous disait : «Dans les bureaux, il y a beaucoup de gens en blouse blanche, très occupés à trouver des techniques nouvelles pour nous faire bosser plus vite. Ils pourraient trouver un système d'accrochage automatique, on est bien capable de ravitailler des avions en vol, c'est sûrement possible de supprimer cette manœuvre dangereuse» mais il ajoute aussitôt : «Remarque, rapaces comme ils sont, ils en profiteraient pour supprimer des emplois».

C'est bien la question du capitalisme qui est posée par cette réflexion. Même quand un contremaître ne pousse pas trop (ce qui est rare) l'habitude est prise, on travaille comme ça...

Les travailleurs que nous avons rencontrés, surtout les accrocheurs, ne veulent plus se laisser tuer pour les profits de la SMN, les questions sont nombreuses après la mort de leur camarade : «Comment faire pour imposer la sécurité dans notre travail ?». La cellule du PCR (ml) de la SMN a appelé les travailleurs (et surtout ceux du manœuvre) à s'organiser eux-mêmes en Commission d'Enquête pour faire la vérité et pour exiger la sécurité dans le travail. En effet, il faut faire payer les véritables responsables et les empêcher de continuer à tuer les travailleurs !

Gérard PRIVAT

COMMUNIQUÉ

Réunion de la commission d'enquête Sacilor Rombas
Vendredi 12 à 15 h
à Rombas
Café de Mme Denis Roché
(à côté de la cimenterie)

Cuprofil - Lyon

UN PREMIER ACQUIS ?

Mercredi 10 décembre, les ouvriers de Cuprofil ont repris le travail après quinze jours de grève. Les revendications étaient :

- 200 frs pour tous
- 13ème mois
- paiement des jours de grève

Le patron, Monsieur Fanton, a dû négocier avec les ouvriers pour la première fois de sa vie. En effet, depuis 40 ans c'est la première grève. Jusqu'au 24 novembre dernier, il a su régner en entretenant les divisions entre nationalités, entre hommes et femmes pour imposer des salaires inférieurs au SMIC, des conditions d'hygiène et de sécurité datant du siècle dernier. Jusqu'à 60 heures par semaine, casse-croûte pris en travaillant au-dessus des cuves d'étamage ou de décapage, pas de sièges, pas de réfectoires.

Dans sa soif insatiable du profit, il ne comptait pas sur la prise de conscience de «ses» ouvriers, notamment portugais, enthousiasmés par le coup de force des maçons portugais qui ont obtenu 44% d'augmentation en sé-

questionnant pendant deux jours le gouvernement, ni sur celle des ouvriers maghrébins et des femmes (ils étaient passés de 66 ou 60 heures à 40 heures) et par l'augmentation des cadences.

Fanton, malgré tout cède sur 4% d'augmentation et 200 frs environ sur la prime de fin d'année après quinze jours de refus de recevoir les délégués, quinze jours de menaces de fermeture de l'usine, de menaces sur les ouvriers logés sur place.

Le travail reprend avec une plus grande unité des travailleurs, et la ferme détermination de reprendre la lutte dès que possible pour de nouveau faire céder Fanton.

Pendant la lutte, l'UIB CFDT (tenue par le PS) a envoyé une lettre de critique à l'Union Métaux pour «ne pas avoir assez encadré cette grève !». Cette réaction est due à la rage du secrétaire de l'Union Interprofessionnelle de Base en face du bon accueil fait par les ouvriers au Quotidien du Peuple et à l'incapacité des réformistes d'apporter une issue positive.

Correspondant Lyon

Saviem : capital assassin !

Alors qu'il quittait son travail, à 18 H, un travailleur de la Saviem, à Blainville, était tué en traversant la route, par une voiture venant de Caen. Il n'existe aucune sécurité des piétons et des cyclistes aux accès de l'usine. Il n'existe aucun éclairage sur la route. Il n'existe aucun panneau signalant l'existence de l'usine. Une fois de plus, le capitalisme vient d'assassiner un travailleur, préférant faire des économies sur la sécurité. Capital assassin, un jour tu paieras tes crimes !

La réalité du chômage

Hier, à Bordeaux, un travailleur au chômage de 37 ans, père de deux enfants, est entré dans une Agence pour l'Emploi, avec un fusil. Ce travailleur venait d'être radié des listes de chômeurs, et de ce fait, ne touchait plus un centime. Le soir, le directeur régional de l'Agence pour l'Emploi portait plainte !! et c'était l'arrestation de ce chômeur. Aussitôt, les employées de deux agences locales débrayaient en signe de solidarité.

Contre la répression aux A.G.P.

A la «Paternelle», la lutte continue : les dactylos ont repris le travail après 6 semaines de grève, mais leur combat prend une autre forme : contre le rendement, la discipline, elles décident collectivement de ne plus rendre leur fiche de contrôle journalier, elles baissent les cadences et s'organisent elles-mêmes.

La lutte contre le contrôle du travail se développe, notamment au niveau des services administratifs. Déjà une motion est partie du service «ouverture de sinistres», demandant la suppression du contrôle individuel journalier et son remplacement par une fiche collective.

FACEAL'ORGANISATIONDESTRAVAILLEURS,
LADIRECTIONDESA.G.P.
N'HESITEPASAFRAPPER

- 3 travailleurs ayant participé à la grève ont été licenciés pour «période d'auxiliaire insuffisante».
- un autre a reçu deux avertissements pour «insuffisance de travail».

La CFDT entend mettre en place la riposte pour que cesse la répression. Elle s'opposera par tous les moyens aux licenciements des travailleurs et à la restructuration camouflée de l'entreprise et ses conséquences. Par le biais de cette grève, les sanctions qu'elle prend lui permettent de faire une épuration et de réorganiser ses services par l'introduction de nouvelles méthodes de gestion.

Communiqué de la section syndicale CFDT des Assurances du Groupe de Paris

dans les transports :

VERS QUELLE «REPRISE DES LUTTES» ?

Après avoir cassé la grève d'Air-France, et enfermé les cheminots dans le cadre étriqué des journées d'action (du 18 novembre, puis du 2 décembre...) les directions réformistes et révisionnistes de nos organisations syndicales des Transports font semblant de s'enthousiasmer pour «un mouvement de grande ampleur avec un point fort le 18 décembre» (jour de la discussion du Conseil Supérieur de la Fonction Publique). Mais leur enthousiasme, de commande, n'est guère communicatif !

Il faut dire que le mot d'ordre des Fédérations CGT et CFDT des cheminots est limité (du lundi 0 h, au plus tôt, au 19 décembre à 24 h, au plus tard !). D'avance, on sait que les directions opposeront un veto au développement de toute action en période de fêtes, «pour ne pas gêner les usagers». Et ça, la Direction Générale

le sait ! Elle organise déjà les services en conséquence : report des conducteurs de trains d'un service sur l'autre, mobilisation des cadres (chefs de traction depuis longtemps descendus des machines) et des jaunes de FO et surtout de la FGAAC (roulants «autonomes»)... pour prouver, (statistiques de circulation en mains), que les cheminots ne suivent pas la CGT et la CFDT dans leur opposition aux contrats annuels d'entreprise...

Déjà assurée des signatures de complaisance des «syndicats» aux ordres (FO, CFTC, FGAAC, et Fédérations Maîtrises et Cadres), la SNCF se permet même, en ce moment, de ventiler un «bilan de la politique contractuelle en matière salariale». L'accord de l'an passé, qui arrive en renouvellement actuellement, aurait permis une «amélioration du pouvoir d'achat» de 3,4%

en moyenne ! Et comme les Exécutants des premiers échelons ne seront guère convaincus (eux qui courent toujours à la traîne des plus bas salaires de la Fonction Publique et Nationalisée), la direction a figolé un petit tableau comparatif, au terme duquel (quelle ironie !) le cheminot aurait perçu depuis 1969 une hausse de salaire de 100,8%. Une note, pudiquement blottie en bas de page nous signale quand même que c'est «dans l'hypothèse d'une hausse des prix maximum de 10% cette année». Quand on sait qu'elle ne saurait être inférieure de 18 à 20%, on voit ce que valent les «bilans» salariaux de la SNCF !

On comprend aussi que pour arracher des avantages substantiels à la Direction Générale (2 000 F mini, 300 F pour tous ; les 104 repos mini pour 40 h maxi ; la 5^e semaine

de congés ; 6 h de nuit = 8 h de jour...) il faut une action d'envergure et des moyens de pression adaptés, à discuter collectivement sur les lieux de travail, selon le principe : «une grève qui coûte cher au chemin de fer, pas au cheminot ni à l'ouvrier usager» ! Une action qui dure enfin, et qui retrouve l'unité avec les camarades d'Air-France, dont la lutte peut reprendre à l'occasion du Comité Central d'Entreprise le 17 décembre, «C'est possible et c'est le moment», à l'instar des camarades des F.S. (chemin de fer) italiens, qui partent en grève générale le 19 décembre, de faire payer l'Etat patron !

Pour des transports au service des travailleurs
Pour la satisfaction des revendications des travailleurs des transports
Unité populaire !

Stéphane RAYNAL

pollution

JARROT ET LES BOUES JAUNES prime d'un million aux pollueurs

Le 28 novembre, le tribunal administratif de Rouen ordonne l'arrêt immédiat des déversements de phosphogypse dans la baie de la Seine par les sociétés Rhône-Poulenc et A.P.C..

Les patrons de ces sociétés n'en continuent pas moins de rejeter leurs déchets en mer et même dans la Seine. Et bien sûr, c'est devenu une habitude dans ce genre d'affaire, ils font le chantage aux licenciements : «Si on ne peut pas poursuivre les déversements, on va être obligé de fermer». Mais ça ne marche ni auprès des pêcheurs, ni auprès des ouvriers de l'usine.

Le 6 décembre, le tribunal de grande instance du Havre ordonne la saisie du phosphogypse au cas où les déversements continueraient. Les patrons font appel devant le Conseil d'Etat qui, mercredi, suspend l'application du jugement et donc autorise Rhône-Poulenc et A.P.C. à poursuivre leurs déversements. Ainsi, non seulement le Conseil d'Etat méprise ouvertement les décisions de justice des tribunaux de Rouen et du Havre mais il encourage la pollution industrielle, et ses conséquences.

Que fait Jarrot, notre ministre de la qualité de la vie dans cette affaire ? Il vient d'accorder hier une gratification de un million de francs à Rhône-Poulenc pour faire des recherches sur l'utilisation du phosphogypse... dans la nourriture des poissons ! «Il n'y a que le temps



qui peut résoudre le problème», a-t-il déclaré à ce propos. Mais plus le temps passe et plus la situation se dégrade pour les pêcheurs qui ne pêchent presque plus de poissons ni de crevettes.

Les phosphogypses ça peut servir à autre chose qu'à empoisonner les poissons. Il est possible de l'utiliser pour fabriquer du plâtre. Mais les industriels refusent cette solution, car cela ferait doubler la production française de plâtre et baisser les prix. Pour les capitalistes, il est donc plus rentable de tout jeter à la

mer, quitte à importer des crevettes pour leurs dîners d'affaires.

Les pêcheurs qui, il y a un an, avaient bloqué le port du Havre pour obtenir l'arrêt des déversements ne l'entendent pas ainsi. Ils sont décidés à reprendre l'action et ils viennent de contacter les syndicats ouvriers des deux usines pour étudier une action commune contre la pollution et contre le chantage à l'emploi. On ne tardera pas à parler à nouveau de cette affaire.

S. LIVET

logement

la saisie, c'est le vol !

Dans la cité depuis quelques mois les saisies se multiplient. Le nombre de loyers impayés à l'UPHLM a augmenté de 30% sur l'an dernier. Aussi avons-nous formé un comité de lutte populaire pour intervenir sur les différents problèmes de la cité, et d'abord sur la saisie d'un ouvrier de Rhône-Poulenc à qui on réclame un arriéré d'impôts. En payant une partie, la saisie a été suspendue. Nous allons voir maintenant tous les locataires de la cage de l'immeuble pour les sensibiliser, accueillir ensemble l'huissier et même vider complètement l'appartement de ses meubles s'il le faut (que fera l'huissier devant un appartement vide ?).

Avant-hier réunion de l'Amicale des locataires de cité voisine (les marronniers). Là aussi il y a des saisies. La lutte démarre très vite. Les locataires pendant des calicots aux fenêtres «Halte aux saisies», attendent de pied ferme l'huissier devant la porte d'une locataire saisie le jour même. L'huissier n'est pas venu... mais la conseillère générale du P(C)F était là ! Peu après les locataires apprennent que la saisie était arrêtée, la locataire avait payé (la mairie ou le P(C)F lui ayant avancé le fric).

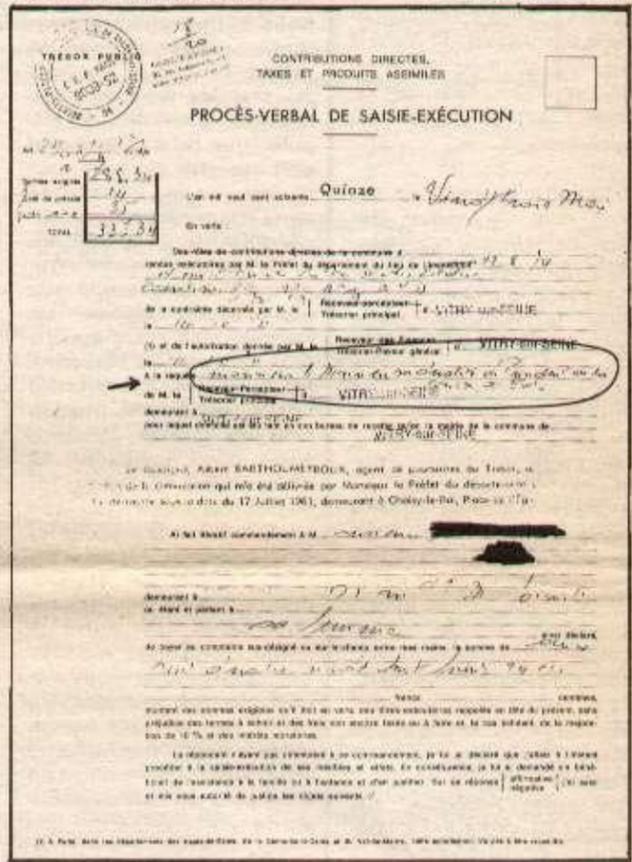
Depuis tract du P(C)F dans le dos de l'amicale donnant l'adresse des membres de la cellule du quartier. «Prévenez vos élus», etc... Ces messieurs

n'ont qu'une peur : que les habitants se groupent et entament la lutte. Ils se servent de la mairie pour obtenir des délais de paiement et casser toute mobilisation. D'ailleurs, ils ne manquent pas de culot eux qui ont aussi recours à la saisie en cas de non-paiement de la cantine scolaire. Sur la photocopie ci-jointe, (288,34 Frs de cantine scolaire non payée), on peut lire : à la requête de Monsieur le Maire en sa qualité de Président de la caisse des écoles... le maire «com-

muniste» de Vitry emploie l'arme de la saisie, tout en luttant contre la saisie ! Joli double jeu !

Vendredi les locataires se réunissent pour aller en délégation à la recette-perception signifier le refus de toute saisie (le bruit court qu'il y en aurait 50 aux marronniers !). Le comité de lutte appuie l'initiative, et développe l'idée de joindre les luttes sur les deux cités afin d'avoir un rapport de force encore plus fort.

Correspondant Vitry



étudiants

"SERVIR LE PEUPLE"

«Quand je suis entrée en médecine, j'avais l'impression que j'allais faire des études vivantes, qui correspondraient à quelque chose de concret. Par rapport au lycée où on fait sans arrêt des cours pénibles, coupés de toute réalité, j'espérais toucher à une connaissance qui me permette d'être utile. Etpuis, l'année dernière, je suis allée au Tribunal Populaire de Liévin. Voir les travailleurs et les mineurs exprimer toute leur haine de la médecine telle qu'elle est pratiquée, ça m'a renforcée dans mon sentiment que cette société est pourrie dans tous ses aspects : l'école, la place des femmes, la médecine au service des patrons, etc...»

J'ai pensé qu'il fallait s'organiser entre étudiants qui avions déjà pris conscience de ce problème, pour analyser la médecine et notre propre formation, qu'il fallait en gagner d'autre et mettre nos connaissances, au service des travailleurs pour leur donner une autre société.

Au début de cette année,

quelques camarades du PCR et des étudiants en médecine se sont réunis et ont tout de suite discuté des études médicales : à quoi elles servent, pourquoi il y a une telle sélection (dans chaque Centre Hospitalier Universitaire, 1 400 étudiants au PCEM-1^o année- et 300 reçus après concours en PCEM-2^o année) et sur quels critères se fait cette sélection.

Nous avons rédigé un premier tract dans lequel était dénoncé :

- un enseignement donné pour apprendre bêtement sans savoir à quoi cela va servir, sans le lier à la médecine, et sans possibilités d'approfondir plus la question,
- des matières à sélection qui, à priori, nous paraissent sans intérêt pour un futur médecin (maths, physique, statistiques...),
- une ambiance de bachotage intensif et de concurrence entre étudiants puisque le concours vise à sélectionner «ceux qui en auront fait le plus».

et dans lequel nous appelions les étudiants à venir débattre du type de médecin que la bourgeoisie fabrique avec cette formation.

A cette réunion, nous étions une dizaine d'étudiants de différentes années. Cette confrontation nous a permis de voir l'unité réelle des sept années d'études et de nous débarrasser de certaines illusions, on nous fait miroiter pendant deux ans d'études purement théoriques que dans les années suivantes les stages en hôpital nous permettront de lier nos connaissances à une réelle pratique médicale. Mais en fait, ces stages se réduisent à noter dévotement l'appréciation infaillible, tombée des lèvres du patron, sans qu'aucun lien direct puisse s'établir avec le malade. De plus, le jour où nous faisons par exemple le stage en cardiologie, il y a déjà belle lurette qu'on a étudié ce sujet en cours, qu'on l'a appris par cœur et qu'on a tout oublié.

On prétend nous donner une formation scientifique et on

le choix conscient d'un groupe d'étudiants en médecine

nous bourre de maths, de physique, de chimie, etc... ; mais tout ça n'est qu'un alibi pour masquer que la médecine n'est en fait qu'une somme de recettes, une technique.

Est-ce avoir une démarche scientifique que de ne se préoccuper que des symptômes et non des causes des maladies ? Est-ce avoir une démarche scientifique que de considérer la maladie comme une fatalité, frappant les gens au hasard ?

Non !, la grippe, par exemple, que tout le monde peut effectivement avoir, ne touche-t-elle pas particulièrement les personnes âgées, mal nourries, mal chauffées ou épuisées par leurs cadences de travail ?

Siaubout de 7 ans, on ne sait pas vraiment soigner, on a appris, par contre, à mépriser le malade : c'est toujours un simulateur, un irresponsable à qui il n'est pas nécessaire d'expliquer sa maladie. On a appris tout à la fois, la soumission à la hiérarchie médicale et

les sens des autres supériorité. L'esprit de corps est bien enraciné : dès la deuxième année, on nous fait comprendre qu'on fait partie de «la grande famille»

Au bout du compte, nous sommes devenus tout au plus des réparateurs, capables de remettre les travailleurs au boulot le plus vite possible, c'est-à-dire de parfaits serveurs du système.

Le décalage est grand entre ce résultat et les aspirations de beaucoup d'entre nous à une vraie médecine. Que faire ? Il doit être possible d'exiger une autre formation...

De plus en plus, les travailleurs remettent en cause le peu de cas qu'on fait de leur santé et s'organisent pour dépister les maladies professionnelles, lutter contre la pollution et dénoncer le rôle des médecins : «Les médecins sont des assassins», disent les mineurs silicosés.

A leur suite, des étudiants en

médecine entreprennent des luttes sur la formation.

Quant à nous, nous avons décidé de rassembler tous ceux qui aspirent à une autre formation. Nous avons entrepris la rédaction d'une brochure dénonçant ce qu'est notre formation et le rôle d'un médecin aujourd'hui. Cette brochure, en mettant en évidence les contradictions qui secouent l'appareil médical et les luttes menées sur le front de la santé, doit déboucher sur des propositions concrètes : s'organiser mais aussi entamer dès aujourd'hui des actions.

- Faire des enquêtes auprès des chômeurs pour déterminer les répercussions sur leur santé d'une mauvaise nutrition.
- Aider les travailleurs à connaître mieux les maladies les plus courantes par des séances publiques d'information médicale, etc...

Nous voulons apprendre auprès des travailleurs ce que doit être une médecine à leur service et mettre nos connaissances au service de leurs luttes.

«ALLOCATIONS ET AIDES AUX CHÔMEURS»

Afin d'atténuer les effets du chômage la bourgeoisie a mis en place un système d'allocations et d'aide aux chômeurs.

Ce n'est pas pour elle une préoccupation humanitaire, mais c'est sous la pression des travailleurs que ces mesures ont été prises. Aujourd'hui, compte tenu de l'augmentation du nombre de chômeurs, de la révolte des travailleurs, la bourgeoisie est obligée d'élargir ces mesures afin de tenter d'endiguer une situation qui deviendrait vite explosive. Un certain nombre de ces mesures concernent les jeunes, les chômeurs, mais prises au niveau des ministères, des caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales, il arrive bien souvent que les travailleurs ne soient pas mis au courant.

Ces informations sont diffusées dans des textes et revues spécialisés et sont aux mains d'un certain nombre de spécialistes dont les assistants sociaux. Les travailleurs ont souvent eu des raisons de se plaindre des assistantes sociales créées dans le but de masquer les aspects les plus criants de l'exploitation capitaliste et de prêcher la paix sociale à la classe ouvrière. Mais de même qu'il y a des magistrats et des médecins qui refusent leur rôle de serviteur du patron, un certain nombre d'assistantes sociales aspirent à se mettre au service du peuple.

La Sécurité Sociale

étend le bénéfice des prestations en nature à certaines catégories de jeunes et à des personnes éprouvées par un événement familial. Des prestations en nature correspondent au remboursement des visites médicales et des médicaments, alors que les prestations en espèce concernent les Indemnités Journalières par exemple.

Cette loi du 4 juillet 75 constitue une étape vers la généralisation de la sécurité sociale en projet actuellement. (cf article du 24 novembre 75). Avec effet au 1^{er} juillet 75 deux catégories de personnes bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité :

- Celles qui n'ont jamais été affiliées de façon obligatoire à un régime d'assurance maladie et maternité (ce qui se fait toujours quand on travaille)

- a) Les jeunes qui s'inscrivent pour la première fois comme demandeur d'emploi. Pour cela, il faut :

- être inscrit comme demandeur d'emploi à l'Agence Nationale pour l'Emploi.

- être âgé de moins de 27 ans.

- ne pas relever d'un autre régime d'assurance-maladie ou maternité.

- ne pas avoir occupé avant leur inscription à l'Agence Nationale pour l'emploi un emploi salarié, sauf de manière temporaire (c'est-à-dire pour un temps maximum de 3 mois par an)

Ils doivent s'adresser à la Caisse ou Centre de

Paiement d'assurances sociales dont dépend leur domicile et fournir une attestation sur l'honneur précisant qu'ils n'ont jamais travaillé plus de 3 mois, une attestation de l'Agence Nationale pour l'Emploi et une fiche d'Etat civil. Ceux qu'on appelle les «ayants droits» c'est-à-dire la famille de ce genre (femme-enfants-parents) peuvent bénéficier de ces prestations.

- b) la famille des soldats Jusqu'à maintenant la famille des soldats qui n'étaient pas assurés sociaux à leur départ au service militaire n'avait aucune protection sociale. Désormais, ils peuvent bénéficier des prestations décrites ci-dessus.

- c) les jeunes libérés du service militaire pour eux et leur famille, tant qu'ils restent inscrits comme demandeurs d'emploi.

- Celles qui perdent la Sécurité Sociale à la suite d'un événement familial ou ont de ce fait du mal à en bénéficier.

- 1) les ayants droits de quelqu'un qui était assuré et qui décède. Ceci pendant un an et possibilité de prolonger jusqu'à ce que le dernier enfant ait 3 ans.

- 2) les ayants droits de quelqu'un qui est divorcé ou séparé de droit et de fait, dans certaines conditions. Pour ce, se renseigner auprès de sa Caisse.

Ces droits nous sont dus n'hésitons pas à les réclamer.

Strasbourg : A Clark, présentation d'une pièce de théâtre

Dimanche, dans l'usine occupée, sur l'initiative des acteurs du «Groupe Régional d'Action Théâtrale de Saône et Loire» et du Comité de grève CGT et CFDT de Clark, a été présentée aux ouvriers et à leur famille, la pièce des auteurs progressistes allemands, Karl Valentin et Liesl Karlstadt, «Tout ça, c'est une destinée normale».

Les comédiens, arrivés vers midi, ont partagé le déjeuner avec les grévistes dans la cantine de l'usine, ensuite, ils se sont employés à planter eux-mêmes les décors. Cette pièce écrite au moment de la crise de 1929, par ses accents contemporains, a beaucoup intéressé les travailleurs. Après la représentation, de nombreuses discussions et échanges d'expériences ont eu lieu entre les grévistes et les membres de la troupe.

«le cinéma albanais»

Cette brochure, agréablement présentée, fait le point sur le cinéma albanais d'aujourd'hui et son histoire, profondément liée à celle du peuple albanais (le premier documentaire fut tourné pendant la lutte de libération nationale 1941-1944). Les cinéphiles y trouveront le panorama des problèmes qui se sont posés et se posent aujourd'hui au cinéma albanais (réalisme socialiste, idéologie prolétarienne, reflet des préoccupations du peuple), ainsi que de nombreux textes d'Enver Hoxha et du PTA sur le «septième art». Les responsables des FJT et MJC trouveront des fiches sur les principaux films artistiques et documentaires actuellement disponibles (avec les noms des collaborateurs et interprètes, l'armée et le scénario). Un moyen agréable de découvrir l'Albanie Socialiste. («le cinéma Albanais», publication conjointe des AFA et du Département Cinéma de Paris VIII, 60 p, 12 F - en vente aux AFA).

LE PÈRE NOËL NE CÈDE PAS AU CHANTAGE DE LA CRISE !

Depuis déjà quinze jours, la radio s'est mise à l'heure de la fête de Noël. Les agences de publicité ont dû se creuser la tête. Pour que la crise n'empêche pas les marchands de cadeaux de passer un 25 décembre joyeux, ils ont dû dépenser de la matière grise. Si vous écoutez un tant soit peu les publicités radiophoniques, vous verrez qu'ils ont trouvé. Le père Noël ne cède pas au chantage à la crise ! Il le dit lui-même, généralement avant et après les actualités du soir. Et il s'explique «Les enfants m'ont écrit comme d'habitude, et avec eux rien à faire, les restrictions, ils s'en moquent...».

Et comme il n'est pas tombé de la dernière pluie, il a trouvé un grand magasin où tout est moins cher !

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

tastrophe de Liévin, plusieurs jeunes mineurs participant à la commission populaire d'enquête se sont vus proposer l'école de porions par les ingénieurs.

«Les Houillères cherchent à diviser... Il y a des «frotte-manches», des mouchards... Ils font monter des gars et dès qu'ils sont «employés» c'est foutu... Celui qui devient porion il passe de l'autre côté de la barrière et fait trimer dur ses copains de la veille parce qu'il y a le rendement et un porion ça engueule toujours les mineurs».

Actuellement, les porions sont souvent des jeunes sortis fraisémoulus des écoles de porions, très dociles aux ordres de la direction. Ils commandent et engueulent des mineurs qui ont plus de 20 ans de métier et qui doivent travailler très dur au fond, même à la veille de la retraite. Et les camarades des 42 qui participent à la commission populaire disent : «S'il y en a qui se laisse acheter, il va avoir



du fil à retordre avec nous».

L'AVANCEMENT NORMAL SUPPRIMÉ!

Le mineur repéré comme combatif, peut être même écarté de l'avancement normal dans les catégories. Le cas est particulièrement flagrant pour les marocains : «Si tu veux réclamer un peu pour ton travail, tu es toujours en dispute avec l'ingénieur, avec le moniteur, jamais

tu es classé en 4^e catégorie, tu vas rester en 2^e ou 3^e catégorie pendant les 18 mois du contrat, même si tu fais un travail de 4^e ou 5^e catégorie».

(des mineurs marocains de la fosse 9 à Oignies)

DANS LES CORONS

Dans tous les aspects de sa vie, le mineur et sa famille rencontrent les Houillères. Au puits, c'est le salaire au rendement

cause de l'absence de sécurité, donc des accidents, des morts, de la silicose. Son habitation, la maison du coron, appartient aux Houillères. Le système de médecine est dépendant des Houillères, mais aussi le transport, les vacances. Il y a peu de temps, existaient des épiceries des Houillères.

Maintenant, ce sont les Coopérateurs, dépendant du Parti Socialiste et les CCPM (Coopérative de Consommation du Pays Minier), gérées par la direction de la CGT et le PCF qui ont pris le relais sur ce plan-là. Dans ces magasins, comme jadis, dans ceux des Houillères, la femme du mineur «va au carnet». C'est-à-dire qu'elle fait inscrire ses courses et qu'elle paie à la quinzaine. Ce système la rend étroitement dépendante de sa COOP ou de sa CCPM. Pour elle, c'est une grande victoire quand elle peut réussir à se dégager de cette dépendance et à payer avec «son argent», c'est-à-dire au fur et à mesure de ce qu'elle achète. (à suivre)

programme

VENDREDI 12 DÉCEMBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR : «Le sourire de la joie» d'Aldous Huxley
22 h 15 - LE CLUB DE DIX HEURES
22 h 45 - JOURNAL

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 45 - CINÉ-CLUB : «High sierraw» film de R. Walsh (1941)
0 h 10 - JOURNAL

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - ÉMISSIONS RÉGIONALES
20 h 30 - VENDREDI : faits divers
21 h 20 - GABRIELE D'ANNUNZIO
22 h 10 - JOURNAL

SAMEDI 13 DÉCEMBRE

TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMERO 1 : GUY BEDOS
21 h 30 - PEYTON PLACE
22 h 15 - PRESTO
23 h 15 - JOURNAL

A 2
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LÉOPOLD LE BIEN-AIMÉ
22 h 15 - DIX DE DER
23 h 35 - JOURNAL

FR 3
18 h 25 - ÉMISSIONS REGIONALES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - THALASSA
21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES
21 h 50 - JOURNAL

• Hier soir dans son magazine d'actualité «C'est-à-dire» Leroy a diffusé une séquence sur la Chine Populaire qui concentrait toutes les calomnies possibles à l'encontre du pouvoir des ouvriers et des paysans. Chine militarisée plus que partout ailleurs masse robotisée par des dictateurs, pays où, selon Stoleru, ce serait le travail qui choisirait le travailleur, cadence infernale, etc... Ce soir, Han Suyin est invitée à l'émission de Bernard Pivot. Dans le livre qu'elle vient de publier, elle témoigne de ce qu'est concrètement le socialisme chinois ce qu'il a apporté au peuple autrefois dominé. A sa grande connaissance de la Chine, de son histoire, s'ajoute la façon claire et simple avec laquelle elle en fait part. A ne pas manquer.

DANS LES MINES
LA REPRESSION
EST QUOTIDIENNE

«ILS FONT MONTER DES GARS POUR DIVISER»

Pour tenter de diviser les mineurs, la promotion est faite essentiellement à la «côte d'amour» et laisse libre cours à l'arbitraire et au fayotage. Depuis la ca-

LIBAN

LA SITUATION S'AGGRAVE

A Beyrouth, où les combats font toujours rage, on estime aujourd'hui à 160, le nombre des victimes de la tuerie perpétrée de sang-froid, par les Phalanges, samedi, contre des civils sans défense, en divers points de la ville. La bataille prend chaque jour, une tournure de plus en plus grave, les combats se déroulent maintenant pour l'essentiel au canon et à la roquette, dans une ville peuplée. Des incendies se déclarent partout dans la ville.

Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la position des partis de la gauche libanaise, qui ont refusé de siéger au «comité de coordination» rassemblant toutes les parties au conflit. La Résistance Palestinienne, de son côté a fait le choix inverse, insistant une fois de plus, en faveur du cessez-le-feu ; pour qui a conscience que l'ennemi est principalement le sionisme, les provocations phalangistes visent en effet à faire s'entretenir les Libanais, et à les affaiblir dans leur soutien au peuple palestinien.

Un témoin de passage à Beyrouth, ces derniers jours, indiquait très précisément à ce sujet : «On n'avait qu'une envie, c'était de se retrouver dans le secteur palestinien, parce que c'était le secteur calme où les Palestiniens et les Libanais, musulmans et chrétiens maronites sont tranquilles. Dans les autres quartiers, c'est terrible». Exemple d'unité de combat, que tout anti-impérialiste souhaite au peuple libanais de parvenir à trouver.

maire révisionniste à Nazareth

Nazareth est une ville de Galilée, dans les territoires palestiniens occupés depuis 1948. Des élections municipales viennent d'avoir lieu dans cette ville, et Tewfik Zayad, membre du «Rakah», a été élu maire. Qu'est-ce donc que ce parti ? C'est un parti «communiste israélien», c'est-à-dire, un parti, qui, se prétendant communiste, admet l'existence de l'Etat sioniste, Etat raciste, fondé sur l'expulsion de tous les Arabes de Palestine et la constitution d'un Etat strictement «juif».

Alors qu'en Cisjordanie, les manifestations ne cessaient de s'étendre contre ces «élections municipales», jugées par les masses comme une tentative de mettre en place une structure fantôme, le «Rakah» présentait tranquillement sa candidature à Nazareth. Et, à peine élu, son représentant affirmait sa volonté d'entretenir les meilleurs rapports avec les administrations gouvernementales, avec les oppresseurs du peuple palestinien. Que ce parti compte surtout des Arabes, dans ses rangs, qu'il se proclame communiste, ne change rien à l'affaire : son programme est un programme de maintien de l'existence de l'Etat sioniste. Il l'applique en «entretenant les meilleurs rapports», en collaborant purement et simplement avec l'occupant.

PORTUGAL : LA RÉACTION MET LA MAIN SUR LA PRESSE

Hier matin, les nouveaux conseils d'administration de la presse nationalisée ont été désignés par le pouvoir. On se souvient qu'après le coup réactionnaire du 25 novembre, l'ensemble des journaux nationalisés avaient cessé de paraître, privant la capitale de presse du matin. On se souvient également des protestations des partis bourgeois traditionnels contre la main mise (bien réelle) des révisionnistes sur l'information. On voit aujourd'hui ce qu'ils pouvaient entendre, de leur côté, par une «presse libre».

En effet, le secteur de l'information au Portugal a toujours reflété l'aiguillage de la lutte des classes, et de la lutte pour le pouvoir. Ce reflet prend deux formes : d'un côté la lutte pour une information au service de la classe ouvrière des paysans et du peuple (Radio Renaissance et República) ; d'un autre côté, une lutte entre les partis pour le contrôle des organes d'information. Cette forme de lutte montre clairement les tentatives des diverses fractions de la bourgeoisie pour faire une information au service de ses intérêts de classe. Après le 11 mars les banques ont été nationalisées. Elles détenaient les capitaux de huit quotidiens. Deux à Porto et six à Lisbonne, qui ont été par conséquent également nationalisés. Les deux de Porto (Jornal de Noticias et Primeiro de Janeiro) étaient et sont toujours entre les mains du «parti démocratique» et du PS alors que à Lisbonne trois d'entre eux (O Seculo, Diario de Noticias, Diario de Lisboa) étaient contrôlés par le PCP : deux étaient indépendants (A Capital et Diario Popular) ; le sixième : Jornal de Comercio, est un journal financier.

Le 25 novembre, le conseil de la révolution, considérait que les journaux, par leurs campagnes d'information sont co-auteurs

moraux du «coup contre-révolutionnaire» et que leur déficit est trop important (une réforme de la presse était considérée comme nécessaire, car il existe à Lisbonne dix quotidiens sans compter les journaux de Porto au nombre de quatre). Le conseil de la révolution suspendait donc tous les journaux nationalisés en attendant la nomination de nouveaux conseils d'administration. Les conseils d'administration des journaux de Porto étaient immédiatement reconduits et leur parution continuait créant d'ailleurs des confusions à Lisbonne (des policiers de la GNR arrêtaient des diffuseurs du Jornal de Noticias, pensant qu'il était interdit). Ainsi, durant six jours, les tra-



Devant le siège du ministère de l'information : les travailleurs s'opposent à l'entrée du secrétaire d'Etat. Il l'accuse d'avoir fait partie de la P.I.D.E.

vailleurs et la population de Lisbonne n'ont eu pour information sur les événements que la version du conseil de révolution, donnée à la télévision depuis Porto.

Trois ont totalement changé : O Seculo, Diario de Noticias et A Capital ; les autres sont reconduits, le parti socialiste entre en force dans ces conseils d'administration. En particulier Fernando Oneta et Sousa Tavares dans respectivement Diario de Noticias et A Capital. De plus, dans chaque conseil d'administration, se trouve un militaire proche du groupe des neuf. La partition de l'information entre les partis de la bourgeoisie est effective. Une des directives du conseil de la révolution consiste en l'élimination de deux des journaux nationalisés. Un du matin, on parle du Jornal de Comercio et un du soir, on parle du Diario de Lisboa. Quand aux journaux non nationalisés, l'Expresso a pour directeur un membre du PPD, a Luta est dirigé par Raoul Rego, ancien directeur de República, membre de la direction du PS et Jornal Novo est proche de Melo Antunes. Quant au dernier journal existant quotidien, c'est Luta Popular, organe central du MRPP.

Pour un journaliste de O Seculo (proche du PCP) «la situation est dramatique. A une exception près, tous les journaux sont aux mains du PS et du PPD». S'il est vrai que dans les directions des journaux, sauf au Diario de Lisboa, le PCP n'a plus personne en revanche il reste encore en

ce moment très fort au niveau des journalistes et des travailleurs de la presse.

A la radio télévision portugaise, 42 journalistes et travailleurs ont été exclus depuis le 25 novembre. D'après l'un d'entre eux «aucune preuve n'a été retenue contre nous, ce sont uniquement des expulsions pour délit d'opinion : tous soit progressistes membres, soit sympathisants du PCP». Mais pour un travailleur de la Lisnave «cela ne changera pas grand chose, car les émissions étaient déjà toutes mauvaises, que de vieux films américains et italiens ! Rien pour les travailleurs. De plus, les informations, je les écoutais à Radio Renaissance, ou alors je lisais República».

Pour República, c'est en effet, un tournant important. Un journaliste m'affirmait : «nous sommes conscients que pour remplir pleinement notre rôle nous devons donner aux travailleurs non pas de la théorie politique mais une réelle information qui par son contenu soit au service de la classe ouvrière. De plus, actuellement, República doit prendre une part effective importante à la centralisation et au développement des commissions de travailleurs et commissions d'habitants». C'est de cela que les prochaines assemblées générales des travailleurs de República doivent discuter. Ainsi, comme Sousa Castro, membre du conseil de la révolution, a dû le reconnaître : «República a devant lui un champ d'information qui lui est propre, il peut continuer». Il admet ainsi que les travailleurs de República ont gagné une première bataille, celle d'être reconnu comme un journal des travailleurs pour les travailleurs.

Pour Radio Renaissance, après un arrêt d'une dizaine de jours, la campagne lancée par les commissions de travailleurs et les commissions d'habitants «un jour de salaire pour Radio Renaissance» va reprendre très rapidement. En effet «la voix de la classe ouvrière, des paysans et de tous les exploités» est, en ce moment où les partis de la bourgeoisie vont se disputer de nouveau, l'information, plus que jamais nécessaire.

Antoine JALLIEU

l' Espagne des ministres n'est pas celle du peuple !

suite de la une

Toutes ses audaces sont en réalité des projets mis au point à différentes périodes par le fascisme lui-même, et constamment ajournés. Qu'on juge plutôt des dernières frasques de Fraga : «Il faut absolument réformer la loi électorale. Si 400 «procuradores» au lieu de 100, étaient élus par les chefs de famille, c'est à dire par la base populaire, ce serait déjà un grand progrès». Quant aux associations politiques, Fraga propose d'en revenir... à la loi de 64. «Ce serait un grand progrès» !

En réalité, ce qui se passe dans l'Espagne «officielle», n'est qu'un concoctage aussi médiocre que vain pour faire croire au changement dans la continuité.

Mais ce que pense l'Espagne réelle, celle du peuple, c'est qu'il n'y a que de la continuité et que de la continuité, elle n'en veut pas ! L'Espagne réelle fait entendre sa voix de plus en plus fort dans des luttes à caractère ouvertement politique, pour

l'amnistie en particulier. Après les débrayages des métallos de Séville la semaine dernière, après ceux des 25 000 métallos de Madrid hier, les grèves s'étendent à d'autres secteurs : entrepreneurs de mécanique, travailleurs de la construction, centraux téléphoniques, banques et assurances. Aux premiers rangs de ces luttes qui vont s'étendre à la province et qui ont déjà pris beaucoup d'ampleur en Catalogne et en Guipuzcoa, on remarque les usines particulièrement combattives de la Standard, Fensa, Kelvinator, Intelsa, Casa, etc et la participation active aux mouvements des banlieues ouvrières de Madrid : Vallecas, Villaverde, Carabanchel, etc...

Ces luttes, dans les circonstances actuelles, montrent non seulement la combativité des masses, mais aussi leur capacité à déjouer aussi bien la répression que les manœuvres des chevaux de retour du franquisme.

Hélène VARJAC

en bref

Giscard en Egypte

«La France ne cesse de proclamer la nécessité de l'urgence d'un règlement global... Ceci suppose que chacune des parties reconnaisse que la seule voie ouverte à la paix est celle du dialogue et de la compréhension réciproque...» déclarait Giscard en rencontrant Sadate qui répondait : «La paix... ne pourra se réaliser que dans le cadre d'un règlement global qui assurerait le retrait des territoires arabes occupés par la force et qui reconnaisse le droit des Palestiniens - comme pour toutes les autres parties en cause - une patrie et des frontières sûres et garanties par tous les pays de la région».

Le voyage de Giscard se place sous le signe de la convergence des vues contre le peuple palestinien : ces propositions de règlement global ne sont rien autre que la reconnaissance à l'Etat d'Israël d'avoir des «Frontières sûres», d'occuper la patrie des Palestiniens. Une tentative pour limiter les droits des Palestiniens à un mini Etat en Cisjordanie, «garanti» par Israël. Pour Giscard, et Sadate, la condition de la paix, c'est que les Palestiniens renoncent à leur patrie.

Sahara Occidental : les troupes marocaines reculent à Smara

Les troupes marocaines ont dû abandonner la plus grosse partie de la ville de Smara, dans le nord du Sahara occidental à l'issue des plus violents combats qui aient eu lieu depuis le début de l'invasion militaire au mois de novembre dernier. Les troupes marocaines sont assiégées dans le fort de la ville.

Les troupes marocaines étaient intervenues massivement à Smara à la fin du mois de novembre pour briser la résistance du peuple sahraoui à l'invasion. Ce revers détruit les espoirs du roi de s'emparer rapidement du nord du Sahara par la force.